PERSPECTIVES

« Seule l'union fait la force »

Pages 4-5

Campagne œcuménique : le thème de l'or passionne les régions

Pages 9-10

ACTION DE CARÊME

Chères lectrices, chers lecteurs,

« Donne un poisson à quelqu'un qui a faim, il aura à manger un jour. Apprends-lui à pêcher, il aura à manger tous les jours ». Un proverbe souvent cité pour montrer qu'aider quelqu'un à s'en sortir par ses propres moyens vaut mieux que de simplement donner. Cette approche est aujourd'hui la règle dans la coopération au développement. Que faire toutefois lorsque les eaux sont polluées ou ratissées au point que les poissons disparaissent ? C'est là qu'intervient la politique de développement, une partie du travail d'*Action de Carême*.
Son but : modifier les structures de façon à ce que tous et toutes puissions vivre librement dans la dignité. Il s'agit d'enquêter pour savoir qui a pillé les océans et si l'exclusivité est réellement légitime. Il nous faut aussi échanger avec les victimes et les responsables politiques. Notre devoir est par ailleurs d'attirer l'attention du public sur les dysfonctionnements du système. Les organisations de la société civile doivent unir leurs efforts et se renforcer pour s'y opposer. Et presque toujours, ce sont là des tâches de longue haleine mais combien essentielles !

Patrick Renz, directeur d'*Action de Carême*

CONTENU

DROITS HUMAINS
Peu d'entreprises ont une politique de droits humains
Page 8

DANS LES RÉGIONS
L'Ecole hôtelière s'associe à la campagne œcuménique
Page 9

S'ENGAGER AVEC NOUS
« Intégrer, créer et changer le monde ! »
Page 10

Impressum :
Une publication de *Pain pour le prochain* et *Action de Carême*, 2016
Rédactrice en chef : Pascale Schnyder (pst)
Rédaction : Isolda Agazzi (ia), Patricio Frei (frp), Johanna Monney (jom)
Mise en page et réalisation : Crafft Kommunikation, Zurich
Travail sur les photos : Schellenberg, Pfäffikon (ZH)
Impression : Imprimeries Kyburz, Dielsdorf
Tirages : 44 000 allemand / 6700 français
Paraît : quatre fois par an
Prix : CHF 5.– par donateur/donatrice sont utilisés pour l'abonnement
Contact : *Pain pour le prochain*, ppp@bfa-ppp.ch, 021 614 77 17
Action de Carême, actiondecarem @fastenopfer.ch, 021 617 88 81

Photo de la page de couverture : Un jeune Guatémaltèque croque à pleines dents une carotte qu'il vient de cueillir. Photo : Patricio Frei

Portrait : Jean-Pierre Grüter

8 des 200 000 participants au programme : les membres du groupe d'épargne FIZAI s'organisent, eux aussi.

Miser sur ses propres forces pour s'en sortir

Les familles de paysans doivent être protégées de l'endettement. Les 15 000 groupes d'épargne mis sur pied à Madagascar grâce à Action de Carême vont désormais plus loin – pour le bien de toute la communauté.

Les familles de paysans malgaches sont confrontées à un problème de taille, largement connu, mais rarement abordé : l'endettement chronique. Le manque de nourriture et de moyens financiers pour faire face aux frais médicaux ou de scolarisation des enfants poussent les paysans dans les bras d'usuriers. Ceux-là pratiquent des taux d'intérêt exorbitants : de 50 % à 100 % par mois. Les familles tombent alors dans un cercle vicieux : pour rembourser leur dette, elles doivent contracter de nouveaux emprunts. Les paysans risquent même de perdre leurs terres et devenir des paysans sans terres.

Une libération sur le long terme

La solution que propose *Action de Carême* permet aux paysans de surmonter l'endettement chronique par leurs propres forces. Le programme mis en place s'intitule *Tsinjo Aina* : « sécuriser la vie par la prévention ». Sept organisations partenaires d'*Action de Carême* encouragent les paysans à s'associer au sein de groupements d'épargne commune de 10 à 25 membres. En cas de coups durs, cette épargne commune permet aux membres de faire appel à des crédits avantageux, évitant ainsi le recours à des usuriers externes. Les partenaires accompagnent les groupements en leur apportant informations, formations et conseils. En l'espace de deux à trois ans, la plupart d'entre eux se libèrent de leurs dettes. Ils s'entraident pour les travaux de culture et de construction et développent alors une nouvelle solidarité.

S'unir pour le bien commun

Les groupements se font également conseiller quant aux défis auxquels ils sont confrontés comme la sécurisation foncière, l'agriculture durable ou l'accès à l'eau potable et s'organisent en réseaux pour y faire face. Ces réseaux redynamisent les communautés traditionnelles (les fokonolona); ils deviennent un facteur déterminant du développement local. Ces réseaux assument de nombreuses tâches essentielles pour le bien commun comme les travaux de reboisement, la réhabilitation de pistes rurales et de canaux d'irrigation, la construction de ponts et d'écoles. Là où la mise en commun des forces et des ressources ne suffit pas, les membres de ces réseaux se mettent ensemble pour faire valoir leurs intérêts auprès des autorités villageoises et des communes rurales. De l'amélioration de l'accès à l'eau potable et aux soins de base à la mise en place d'un guichet foncier où faire enregistrer la propriété de leurs terres, ils font valoir leurs droits.

Un bilan impressionnant

Le programme *Tsinjo Aina* a débuté il y a maintenant 17 ans. Fin 2015, 14 521 groupements comptaient au total 215 813 paysans et paysannes. Plus de la moitié de ces membres sont des femmes, qui occupent des postes à responsabilité. Trois quarts des membres ont atteint le but premier du programme, à savoir se libérer de l'endettement. Et 77 % des groupements font partie d'un réseau local. — *Gion Cabalzar*

Photo : Fenitra Rabefaritra

« Seule l'union fait la force »

Sur la côte Est de Madagascar, les habitants d'un village se mobilisent pour améliorer leurs conditions de vie. La force du groupe, gage de survie.

Le signe d'un nouveau départ : la nouvelle fontaine du village de Taratasy.

A Taratasy, plus de 80 % de la population vivent au-dessous du seuil de pauvreté. En moyenne, une famille de 5 personnes dispose d'un revenu inférieur à un euro par jour. Mais peu à peu, grâce au programme *Tsinjo Aina* développé par *Action de Carême*, le village reprend des couleurs.

Des moyens de survie menacés

Longeant la rivière Namandrahana, la situation géographique de Taratasy constitue un vrai blocage pour son développement économique et social : le canal naturel d'irrigation de la rizière est souvent bouché par les mauvaises herbes et les végétations sauvages. A la moindre pluie, les cultures sont inondées. Dans cette région, la riziculture est la principale source de revenus et représente 60 % des espaces cultivés. Ces inondations récurrentes coupent les vivres aux 4000 familles de Taratasy et alentour. Et faute d'infrastructure, les villageois doivent se contenter de l'eau non potable de la rivière pour survivre. Cette rivière, dangereuse, abrite des crocodiles : « C'est pourtant la seule source d'eau que nous avons ; il faut parcourir des kilomètres pour en trouver une autre », constate Paulette Rasoanivo.

Tsinjo Aina : « sécuriser la vie »

Paulette est l'une des responsables d'un groupement mis en place à Taratasy dans le cadre de *Tsinjo Aina*, nommé FIZAI. Objectif : créer une caisse d'épargne commune pour se libérer de la spirale de l'endettement. Mais plus largement : grâce au groupe, les membres s'organisent et imaginent des actions collectives pour résoudre les problèmes.

Les membres de *Tsinjo Aina* ont rassemblé les habitants du village. Ensemble, ils ont discuté de la création d'un comité d'entretien, qui assurerait le débroussaillage régulier du canal. Un groupe d'une vingtaine de personnes s'est constitué. Paulin Célestin, un autre membre du groupement, a vu les résultats : « Depuis, les dégâts liés aux montées d'eau sont moins importants, les récoltes sont moins inondées. Cette initiative a aussi responsabilisé les agriculteurs locaux. Au final, nous le constatons, seule l'union fait la force ». Les animateurs ont aussi aidé les villageois à trouver de l'aide pour faciliter l'accès à l'eau potable. Une ONG locale, Saint Gabriel, a répondu à l'appel et financé la construction d'une fontaine d'eau au centre du village. Grâce à la mobilisation de tous, Taratasy dispose aujourd'hui de deux fontaines. Cela évite le détour à la rivière.

A l'origine de cette mobilisation : la mise en place d'un système de groupe d'épargne solidaire. Il s'agit de créer un système d'emprunt à taux zéro afin d'éviter les prêts auprès d'usuriers extérieurs à des taux exorbitants. Chaque membre contribue selon un règlement interne. Et peut emprunter en cas de coups durs. Libérée de ses dettes, Paulette a pu ouvrir un magasin dans le village. Des revenus qui améliorent la vie de sa famille : « le projet Tsinjo Aina m'a accordé une vie décente et épanouie. Avec le groupement, je peux imaginer des projets et dépasser mes limites ! ». — *Harivola Rasamizanany*

Lire et agir

Notre action

Dans le cadre de son programme « Tsinjo Aina » à Madagascar, *Action de Carême* accompagne, avec ses partenaires locaux, 14 500 groupes d'épargne regroupant plus de 215 000 hommes et femmes. Objectif : ensemble, imaginer des solutions à leurs problèmes pour pouvoir vivre dignement.

Votre soutien

Encouragez la mobilisation des paysans et paysannes. Faites un don ! CCP 10-15955-7, mention Madagascar.

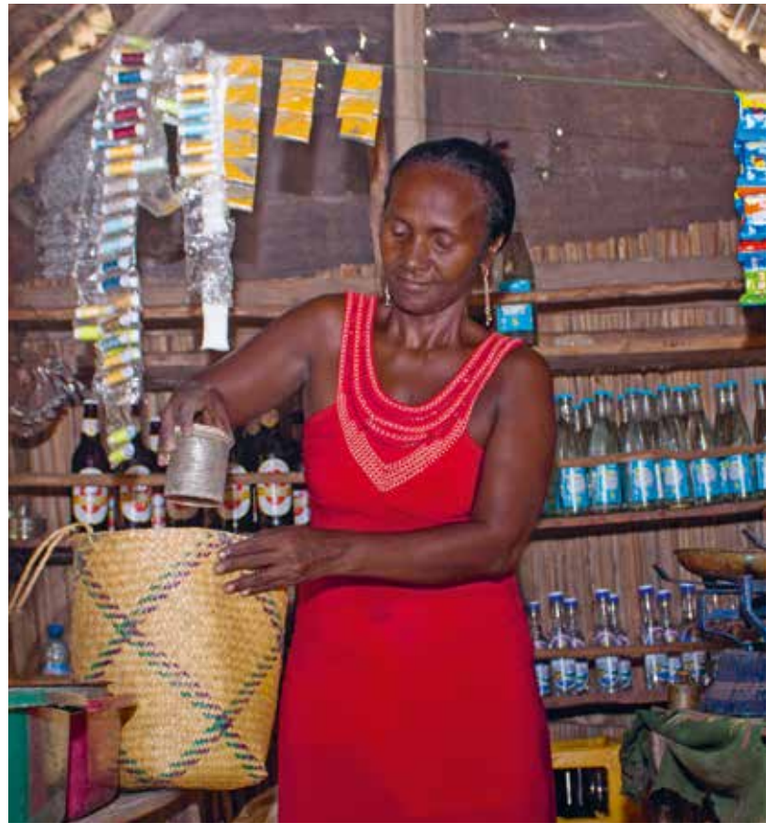
Photo : Fenitra Rabefaritra

Les groupements d'épargne permettent de mettre ensemble les forces de chacun et chacune : Paulette Rasoanivo tisse un panier.

Moins d'un euro par jour pour une famille de cinq personnes : séparation de l'écorce du riz.

Objectif : des prêts au sein même de la communauté. Paulette avec la réserve de riz du groupe d'épargne.

« Grâce au groupe, dépasser mes limites » : rencontre du groupe d'épargne de Taratasy.



A Taratasy, les conditions de vie se sont sensiblement améliorées : Paulette dans son magasin.

Photos : Fenitra Rabefaritra

Des récoltes de riz entièrement détruites : inondations à Taratasy.

Chronologie d'une mobilisation hors du commun

2007 Dans le cadre du programme *Tsinjo Aina*, *Action de Carême* met en place des groupes d'épargne à Taratasy. Un de ces groupes nommé FIZAI est composé de 13 membres. Selon le règlement élaboré par le groupe, la contribution mensuelle de chaque membre à la caisse s'élève à 200 ariary (environ 6 centimes) et une tasse de riz.

2008 Avec *Tsinjo Aina*, le groupement lance un appel de fonds pour construire une crèche.

2009 Les membres de FIZAI bénéficient d'une formation complète en apiculture. Une partie du miel produit est versée dans l'épargne commune du groupe.

2010 Avec *Tsinjo Aina*, FIZAI lance un appel de fonds pour pouvoir faciliter l'accès à l'eau potable. L'ONG Saint Gabriel y construit une fontaine, défectueuse. Le canal d'irrigation est bouché par les plantes aquatiques ; les rizières sont inondées.

2011 Pour remédier aux inondations, FIZAI s'organise : il crée un groupe chargé d'éliminer les plantes invasives.

2012 Saint Gabriel répare enfin la fontaine défectueuse. Les problèmes du canal d'irrigation ne font qu'empirer. Les plantes aquatiques poussent trop vite. Avec l'aide de *Tsinjo Aina*, le groupe dépose une demande d'aide financière auprès du FID (Fond d'Intervention pour le Développement) pour embaucher de la main-d'œuvre.

2013 – 2015 En raison des inondations, les villageois perdent la quasi-totalité de leurs récoltes de riz. Le FID n'a pas encore validé la demande d'aide du groupement.

2015 Le chef de la commune est démis de ses fonctions sans raison valable. FIZAI réagit auprès des autorités administratives; le dirigeant est réintégré.

2016 Le groupement compte aujourd'hui 15 adhérents. Outre l'agriculture, il compte miser sur l'élevage comme source de revenus complémentaires.

Un pays sans guerre, mais une pauvreté chronique

Madagascar est le seul pays qui, sans avoir connu ni de guerre, ni de conflit sanglant, a vu son revenu par habitant reculer fortement de 1960 à 2012. Les conclusions du rapport 2015 de la Banque mondiale sont fracassantes : quatre cinquièmes de la population vivent avec moins de 1,25 dollar par an. 53 % des enfants de moins de cinq ans ont un poids inférieur à la normale, provoquant de graves troubles du développement. Le pays se situe au 155e rang – sur 187 – selon l'indice de développement humain des Nations Unies. Madagascar a clairement encore du pain sur la planche. Et le programme d'*Action de Carême* a toute sa raison d'être : il lutte contre l'endettement, favorise la sécurité alimentaire dans les campagnes et sensibilise la population à ses droits.

Fin 2015, nos sept partenaires accompagnent 14 521 groupes d'épargne comprenant 215 813 hommes et femmes, dont les trois quarts ont adhéré à des réseaux. Le programme met régulièrement sur pied de nouveaux groupes ; c'est pourquoi la proportion des membres désendettés varie peu (76 %). Une évaluation du programme a été réalisée en 2015. Ses conclusions sont encourageantes : efficace et favorisant tant le désendettement que la sécurité alimentaire, le programme a d'excellents résultats. 90 % des membres sont informés de leurs droits ; les femmes sont toujours plus nombreuses à occuper des fonctions dirigeantes, que ce soit comme secrétaire, trésorière ou présidente ; et l'accès à l'eau potable s'améliore légèrement (+2 %), grâce à l'initiative de certains groupes.

* Zones d'intervention d'*Action de Carême*

587 041 km²
Superficie (CH 41 285)

22.925 Mio.
Population (7.957)

39.4 hab. / km²
Densité (197.8)

440 US-Dollar
Produit national brut par habitant (82 430)

64,5 %
Alphabétisation (99,6)

5,8 %
Mortalité infantile (0,43)

64 ans
Espérance de vie (83 ans)

Entre parenthèses, les statistiques pour la Suisse – Source : Fischer Weltalmanach 2015

Photo : Fenitra Rabefaritra

Inés Pérez, coordinatrice des projets d'*Action de Carême* au Guatemala, est théologienne. Elle fait partie de la communauté ethnique maya quiché.

Les mégaprojets, la panacée pour les pauvres ?

Je prends la parole au nom de la communauté des mayas quichés. Une communauté qui a souffert et qui continue à souffrir de la discrimination, des inégalités et de la pauvreté. Je veux faire état des activités de pression et de plaidoyer que nous réalisons sur le terrain, avec pour objectif de dynamiser les acteurs de la société guatémaltèque.

Il est désormais clair que les modèles de développement promus par les pays riches ne tiennent pas suffisamment compte des particularités du Guatemala. Ces modèles s'adressent aux entreprises. Ils ont été élaborés par les élites, aggravent la faim et la dépendance des pauvres, et détruisent la nature.

Et surtout, ils affaiblissent les structures et la gouvernance des États. Les mégaprojets, ces initiatives que l'on loue comme s'il s'agissait d'une panacée pour les pauvres, représentent le lien que ce « développement » crée entre le Nord et le Sud. Mais les gouvernements ne sont pas en mesure d'exiger des entreprises actives dans leur pays qu'elles assument leurs responsabilités. Ils tolèrent les atteintes à l'environnement que provoquent leurs activités ; des atteintes qui mettent la biodiversité en danger. Ils rendent l'accès à l'eau difficile et empêchent les paysans et les paysannes de produire leur propore alimentation et pour le marché local. Avec pour conséquence des populations de plus en plus assistées et qui perdent leur souveraineté.

« Nos gouvernements sont des complices qui bradent notre terre au plus offrant. »

Inés Pérez

Afin de défendre leur territoire et la protection de l'environnement, les communautés indigènes mettent en place des actions de résistance. Le prix qu'elles paient est souvent élevé : leur vie est en danger, leurs communautés sont dispersées et ceux qui défendent les droits humains – plus précisément les indigènes – sont criminalisés. Pour preuve, l'assassinat de Berta Cáceres au Honduras et l'emprisonnement illégal du dirigeant maya Q'anjobal Rigoberto Juárez au Guatemala. Mais la longue lutte de la société civile pour le sol et les semences n'est pas vaine. Au Guatemala, le mouvement syndical des communautés indigènes et des petits paysans, qui compte notamment deux partenaires d'*Action de Carême* et de *Pain pour le prochain* parmi ses membres, a ainsi obtenu la dérogation de la Loi sur la protection des espèces végétales (décret 19-2014), aussi appelée « loi Monsanto » (voir le dossier).

Les pays riches demandent que les communautés concernées par des mégaprojets engagent un dialogue. Mais cela n'est pas si simple : nos gouvernements sont des complices ; ils bradent notre terre au plus offrant. Quiconque s'y oppose est taxé d'agitateur. Par conséquent, les peuples indigènes en appellent à la solidarité des personnes et des gouvernements du Nord afin qu'ils exigent des multinationales qu'elles respectent les droits des populations locales et qu'elles assument leur responsabilité sociale.

Sans pour autant idéaliser le monde des communautés indigènes, qui n'est pas dénué de contradictions, force est de constater que l'égalité des personnes et des écosystèmes, le respect de la diversité culturelle et la protection de l'environnement sont inhérents à la vision maya du monde. Elle souligne en particulier la nécessité de passer d'une conception anthropocentriste à la sauvegarde de notre maison commune, la Terre.

Photo : Priska Ketterer

EN CHIFFRES

3

Le Guatemala a un budget annuel de 3 Mrds de francs. Chiffre d'affaires de Monsanto: 15 Mrds de francs.

117

En 2014, la pression de la rue a mené 117 des 158 membres du Parlement à refuser la « Loi Monsanto ».

1260

La « Loi Monsanto » prévoyait des amendes de 1260 francs – en moyenne, l'équivalent de trois ans de salaire.

MISE EN ŒUVRE DES PRINCIPES RELATIFS AUX ENTREPRISES ET AUX DROITS HUMAINS

Plus de 60 % des entreprises n'ont pas de politique de droits humains

Pain pour le prochain et Action de Carême ont analysé la politique de responsabilité sociale des entreprises. Résultats: seules 22 des 200 plus grandes entreprises suisses se conforment aux Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits humains.

Aujourd'hui encore, peu d'entreprises assument leur responsabilité de manière globale.

Dans un monde globalisé, il faut établir des standards internationaux pour que les entreprises respectent les droits humains partout où elles sont actives : telles sont les conclusions des travaux menés durant plus de cinq ans sous la direction de John Ruggie au sein du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Dans un document intitulé « Principes directeurs pour les entreprises et les droits de l'homme », adopté à l'unanimité en juin 2011, le devoir de diligence que doivent mettre en place les entreprises en matière de droits humains est détaillé. Le gouvernement suisse affirme aujourd'hui que ces Principes sont LE standard que les firmes helvétiques doivent mettre en œuvre. Mais où en sont-elles concrètement ? Une étude menée par *Pain pour le prochain* veut répondre à cette question. Celle-ci analyse les 100 plus grandes entreprises suisses cotées en bourse et les 100 plus grandes non cotées.

Des résultats préoccupants

Conclusion de l'étude : 61,5 % des plus grandes entreprises suisses n'ont ni code de conduite, ni politique de droits humains ne communiquent rien à ce sujet. A leurs yeux, les abus – tels que le travail des enfants, les déplacements forcés de communautés ou la pollution des terres – commis par leurs fournisseurs, filiales ou sous-contractants ne relèvent pas de leur responsabilité. Seuls 11 % des entreprises étudiées ont commencé à mettre en œuvre les Principes directeurs. Intéressant : accusées d'être à l'origine de violations de droits humains, la grande partie d'entre elles ont, par le passé, été sous le feu de la critique.

Cette étude confirme que seule une minorité de firmes adopte des politiques de droits humains crédibles et progressistes de façon volontaire. Il est donc nécessaire d'inscrire le devoir de diligence dans la loi, comme le demande l'initiative « Pour des multinationales responsables », pour établir un standard clair et identique pour toutes les firmes.

— *Chantal Peyer*

Etude complète sur : *www.voir-et-agir.ch*

Une initiative en bonne voie

Une année après son lancement, l'initiative « Pour des multinationales responsables » a récolté 100 000 signatures. Merci à tous ceux qui ont contribué à ce succès. Pour un plus grand impact, continuez à récolter des signatures !

AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Non à d'autres coupes budgétaires

APPEL contre la faim et la pauvreté

Le 22 mars, la commission des finances du Conseil national a décidé de baisser l'aide publique au développement à 0,4 % du revenu national brut. Pour ce faire, il faudrait diminuer d'au moins un quart la coopération au développement à long terme de la Suisse, ce qui réduirait à néant les succès du travail de longue haleine réalisé à ce jour. En automne 2015, le Conseil fédéral avait assuré, pour l'énième fois, que la Suisse avait l'intention d'atteindre l'objectif international de 0,7 %. Pour essayer de contrer la menace de coupes claires dans la coopération au développement, 30 ONG, dont *Action de Carême* et *Pain pour le prochain*, ont lancé « l'appel contre la faim et la pauvreté ». Il s'adresse au Parlement qui, dans les prochaines semaines, va décider de l'avenir de la coopération suisse au développement. Les ONG exhortent la Suisse à ne pas être présente seulement dans la détresse extrême, mais à s'engager aussi pour la construction de sociétés plus justes.
www.appel-pauvrete.ch

Photo : Oliver Gemperle GmbH

JOURNÉE DES ROSES

130 000 gestes solidaires

De la chaleur et des roses : un groupe de vendeurs bénévoles à Lausanne.

Le 5 mars dernier, près de 4000 bénévoles se sont mobilisés dans toute la Suisse pour vendre dans les rues des roses certifiées Max Havelaar. Ils participaient à l'action « 130 000 roses pour le droit à l'alimentation », organisée par *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* dans le cadre de la campagne œcuménique. La recette de l'action se monte à plus d'un demi-million de francs. Elle permettra de soutenir les petits paysans au Burkina Faso afin qu'ils puissent continuer à cultiver leurs terres. Ou encore le travail de la *Bench Marks Foundation* en Afrique du Sud. Un succès impossible sans l'engagement des paroisses : un grand merci à tous les vendeurs et les vendeuses ! — *Johanna Monney*

« TOUT CE QUI BRILLE N'EST PAS OR »

L'Ecole hôtelière de Lausanne s'associe à la campagne œcuménique

Pour la première fois, l'Ecole hôtelière s'est associée à la campagne œcuménique. A l'invitation du *Student Social Responsibility Committee*, Eric Mokuoa, l'invité de la campagne, a témoigné des conséquences de l'extraction minière en Afrique du Sud. Objectif du comité : sensibiliser les étudiants aux questions sociales et environnementales et leur proposer des projets de bénévolat. « A l'école, nous sommes parfois dans notre bulle et nous ne nous rendons pas compte de ce qui se passe dans le monde. On veut sensibiliser les étudiants aux problèmes », commente Yasmine El Safadi, présidente du comité. « Nous voulons leur montrer qu'il est possible de s'engager d'une autre manière que par l'argent », ajoute Océane Pougea, vice-présidente. C'était l'idée de cette conférence : « Grâce à Eric et les photos qui illustraient sa conférence, nous avons vraiment pu comprendre les problèmes qui se posent en Afrique du Sud. Son témoignage touche vraiment. » Pour encourager les étudiants à s'engager, le comité a répertorié sur un site internet les projets des associations. — *jom*

« Sensibiliser les gens pour faire changer les choses » : Océane Pougea (dr.), Yasmine El Safadi et d'autres membres du comité entourent Eric Mokuoa.

RAPPORT ANNUEL

Plus de moyens pour notre travail au Sud

En 2015, *Action de Carême* a vu ses recettes augmenter de 1.9 millions de francs pour se situer à environ 25 millions de francs. Ce bon résultat est à mettre sur le compte de donateurs et donatrices fidèles, une augmentation des legs et une contribution plus élevée de la DDC. L'année dernière, *Action de Carême* a à nouveau concentré ses ressources sur les projets qu'elle mène dans les pays du Sud, le travail de recherches et les activités de politique de développement (+579 678 francs). Au total, l'organisation a consacré 21.4 millions de francs à ses projets. Les frais liés à l'administration et la recherche de fonds ont diminué de 0.3 million pour se situer à 2.2 millions de francs. *www.actiondecareme.ch*

Photos : Florence Frossard / Johanna Monney

S'ENGAGER AVEC NOUS

« Intégrer, créer et changer le monde ! »

« J'ai toujours eu la sensibilité de la rue, que ce soit en lien ou non avec l'Eglise », nous confie Emmanuel Theler, animateur pastoral à Sion pendant 25 ans. Modeste, il égrène ses activités avec réticence. Nous insistons, fascinés : « J'ai créé les restos du cœur à Sion. Je fais partie de ceux qui ont créé les marchés de Noël. J'anime les soupes de carême depuis des années avec *Action de Carême* et *Pain pour le prochain*. Pour la journée de Noël 2015, notre association des SET du Cœur a nourri 980 personnes au collège des Crosets pour mettre en valeur douze communautés de migrants, qui étaient aux fourneaux. Il y a toujours l'idée d'intégrer des personnes en marge. »

« Le vrai défi, c'est la rencontre avec les autres religions » : Emmanuel Theler.

Paradoxalement, c'est après sa mise à l'écart de l'unité pastorale que le militantisme d'Emmanuel se renforce. « Le nouveau curé voulait bien accueillir les personnes en difficultés, mais loin de la paroisse. Or je ne supporte pas les salles inutilisées. J'ai donc créé l'association des SET (service, événement, tradition) du Cœur pour faire le lien entre des gens mal intégrés et les besoins en animation ou services. » Et comme il lui fallait « un autre endroit pour changer le monde », il se lance en politique.

Avec le nouvel évêque, Emmanuel a pu se rapprocher de l'Eglise. Il a reçu un mandat pour traiter de la thématique « Eglise et migrants » au sein de l'évêché : l'occasion de réunir aussi bien les « protestants et catholiques traditionnels » que des représentants de communautés musulmanes et des églises évangéliques. « L'œcuménisme au sens classique est dépassé. Le vrai défi, c'est la rencontre avec les non-croyants et les croyants d'autres religions.» Son engagement avec *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* ne tarit pas : « elles favorisent l'entraide et le rassemblement. L'Eglise est sur le terrain, c'est essentiel. » Dans le cadre de la campagne œcuménique, il vient d'accompagner un groupe de jeûneurs pendant une semaine, pour la dixième année. L'an dernier, il a eu l'idée de lancer une exposition sur la consommation de viande en Suisse – le thème de la campagne 2015. Il a rempli la place de la Planta, à Sion, pour visualiser la quantité de viande avalée par l'Helvète moyen. Avec l'idée de répéter l'expo chaque année, en itinérance. Cette année, il a fait une exposition sur le commerce de l'or et le rôle de la Suisse (*voir ci-dessous*). « Ce qui me motive, c'est d'intégrer les gens, de créer et de changer le monde. Par petites étapes, ça marche ! » — *Isolda Agazzi*

www.setducoeur.ch

EXPOSITION « TOUT CE QUI BRILLE N'EST PAS OR »

Visualiser pour comprendre

Visualiser le rôle de la Suisse dans le commerce de l'or : une exposition imaginée par Emmanuel Theler dans le cadre de la campagne œcuménique.

C'est à l'église Saint Pierre de Fribourg que nous rencontrons Emmanuel Theler. Perché sur de hauts échafaudages, il s'affaire à monter la première étape de l'exposition itinérante « Tout ce qui brille n'est pas or », aidé par les membres de l'association les SET du Cœur. « L'exposition cherche à illustrer l'importance du commerce de l'or en Suisse ». De grands panneaux indiquent que 175 000 tonnes d'or ont été extraites au cours de l'histoire. C'est visualisé par l'impressionnant premier cube, qui mesure 21 m³ par le truchement de ballons gonflés à l'hélium. Un deuxième cube représente la quantité mondiale d'or extraite annuellement, à savoir 3600 tonnes. 70 % sont traités en Suisse – c'est montré par un troisième cube. « C'est énorme ! s'exclame Florence Frossard, coordinatrice de l'exposition chez *Pain pour le prochain* et *Action de Carême*. Le public n'est pas conscient de l'importance de l'industrie de l'or dans notre pays et encore moins des problèmes qu'elle génère. » Des panneaux illustrent les violations des droits humains et de l'environnement par des multinationales suisses et invite le public à signer l'initiative « Pour des multinationales responsables ». C'est le Père Conus, de Saint Joseph, qui a fait venir l'exposition à Fribourg : « On veut faire réfléchir les gens à cette problématique. La responsabilité environnementale fait partie des valeurs chrétiennes ». « Il ne devrait pas y avoir un seul chrétien qui ne signe pas l'initiative ! » renchérit Emmanuel. — *ia*

Pour commander l'exposition : *021 614 77 17, ppp@bfa-ppp.ch*

Photos : Isolda Agazzi